

Bizimumgu s'en va, le multiethnisme est en danger

Marianne, 3 avril 2000

« Réconciliation nationale », au Rwanda, la magie des mots n'a su vaincre le poids des réalités, faites de haine et de rancune inextinguibles. Président du pays depuis juillet 1994, caution hutu d'un pays passé au pouvoir des Tutsis après le génocide de 1994 qui avait provoqué la mort de 800 000 de ces derniers, le président Pasteur Bizimumgu a fini par jeter l'éponge. Sa démission laisse tous les pouvoirs au Tutsi Paul Kagamé, vice-président, ministre de la Défense et président du Front patriotique rwandais, qui est en fait, depuis toujours, le véritable détenteur du pouvoir. Rien de changé, donc ? Rien, sinon que le fossé se creuse de plus en plus entre les deux ethnies dont la rivalité a déjà tant coûté au Rwanda. La démission de Pasteur Bizimumgu tombe d'autant plus mal qu'elle coïncide avec les révélations de l'ONU, affirmant que l'attentat qui a, le 6 avril 1994, coûté la vie au président Habyarima et donné le signal des massacres de Tutsis, aurait bien été commis à l'instigation de ces derniers et, plus spécialement, de Paul Kagamé. Si cela ne justifie en rien le massacre de centaines de milliers d'innocents, les faits, s'ils sont avérés, ne feront que jeter un peu d'huile sur un feu dont les cendres ne sont pas éteintes.